

**DISCOURS D'OUVERTURE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT**

***Dr Komi Selom KLASSOU***

ATELIER DE VALIDATION DU PLAN NATIONAL  
D'INVESTISSEMENT AGRICOLE, DE SECURITE ALIMENTAIRE  
ET NUTRITIONNELLE (**PNIASAN**)

-----

*LOME, HOTEL DU 2 FEVRIER, LE 11 DECEMBRE 2017*

- **Messieurs les Présidents des Institutions de la Républiques,**
- **Monsieur le Ministre d'Etat,**
- **Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique,**
- **Mesdames et Messieurs les Ministres**
- **Monsieur le Conseiller Spécial du Président de la République,**
- **Honorables députés à l'Assemblée nationale,**
- **Madame la Représentante par Intérim de la FAO au Togo,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants de la Commission de la CEDEAO,**
- **Mesdames et Messieurs les chefs de missions diplomatiques**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales et non gouvernementales, Partenaires au Développement,**
- **Vénérables Chefs traditionnels,**
- **Autorités politiques, administratives, militaires et religieuses,**
- **Monsieur le représentant des producteurs agricoles, premiers bénéficiaires des présentes assises,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations paysannes,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations de la société civile,**
- **Chers participants,**
- **Mesdames et Messieurs.**

Tenant comptes des défis de l'heure notamment ceux liés aux effets néfastes du changement climatique et à l'insuffisance des financements qui pèsent sur l'agriculture dans nos pays en développement mais aussi soucieux de l'épineuse question de la sécurité alimentaire, notre pays, le Togo, a choisi de **changer de paradigme** en œuvrant pour une intensification de la production agricole et ce, dans le respect de l'environnement. Ce choix nécessite des concertations permanentes entre l'Etat et tous les acteurs du secteur agricole en vue d'identifier des mesures d'ajustement stratégiques susceptibles de promouvoir les activités agricoles et de contribuer sensiblement à la réduction de la pauvreté.

De par la composition plurielle et très remarquée des participants à l'atelier de validation du **Plan national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN)** de ce jour vous démontrez, à suffisance, Mesdames et Messieurs, votre attachement au développement de l'agriculture dans notre pays. Je voudrais donc au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, et au nom du Gouvernement vous souhaiter une cordiale bienvenue ici à l'hôtel 2 Février et par la même occasion vous féliciter pour l'intérêt vital que vous manifestez.

**Mesdames et messieurs,  
Chers participants,**

Dans un passé récent, notre pays avait connu quelques difficultés qui ont entraîné une réduction drastique des investissements publics et privés dans le secteur agricole, un affaiblissement de l'économie et une nette dégradation des indicateurs sociaux. De même, les capacités institutionnelles, humaines et techniques en matière de conception et de gestion des projets de développement avaient été érodées. A ces contraintes endogènes se sont ajoutés des phénomènes exogènes, en l'occurrence la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, la chute du prix des cultures de rente sur le marché mondial ainsi que les phénomènes impondérables du réchauffement climatique (sécheresse en 2005, inondations en 2007 et 2009) qui ont eu des impacts négatifs sur l'essor de notre agriculture.

Pour surmonter ces difficultés, le Gouvernement, sous l'impulsion du Président de la République, s'est lancé dans un véritable processus de réformes structurelles et de politiques macroéconomique. Ces initiatives visent d'une part une gouvernance économique vertueuse capable de mobiliser de façon optimale les ressources internes à allouer aux projets de développement et briser ainsi le **facteur limitant** que constitue l'insuffisance de financement dans le secteur agricole et d'autre part une meilleure croissance inclusive et généralisée offrant des possibilités à tous.

**Mesdames et messieurs,  
Chers participants,**

C'est dans cette optique que pour permettre au secteur agricole de jouer pleinement son rôle de moteur de croissance économique le Chef de l'Etat, lors de son message à la Nation le

26 avril 2014 à l'occasion du 54<sup>ème</sup> anniversaire de l'accession du pays à la souveraineté nationale, a fixé le cap de la nouvelle Vision de l'agriculture à l'horizon 2030 basée sur trois principaux piliers stratégiques dont *celui de **la modernisation de l'agriculture pour baliser la voie à l'essor des industries de transformation et la multiplication des Petites et Moyennes Entreprises (PME/PMI) voire de très petites entreprises ;***

Conformément à ces orientations et s'appuyant sur une large concertation opérée auprès de l'ensemble des acteurs directs et des partenaires au développement, le Togo s'est doté, en décembre 2015, d'une nouvelle politique agricole dont *la vision, à l'horizon 2030, est celle d'une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée au service de la sécurité alimentaire nationale et régionale; d'une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents durables* capables de réduire la pauvreté et la vulnérabilité particulièrement en milieu rural.

Il est fort encourageant de constater que le secteur agricole contribue aujourd'hui à hauteur de 32% du PIB réel et avec son potentiel en terres cultivables très important et diversifié participe à près de 20% des recettes d'exportation. Il occupe plus des 2/3 des actifs togolais ce qui dénote de son caractère irréfutable de principal créateur d'emplois.

Dans le souci de renforcer l'efficacité et la performance de l'agriculture, les actions entreprises dans le secteur se sont matérialisées à travers l'élaboration et le déploiement du **Programme national d'investissement agricole et de sécurité**

**alimentaire (PNIASA)** sur la période 2010-2015. Ce programme, qui a permis de réaliser une croissance agricole annuelle d'au moins 6% jusqu'en 2016, a induit une nette progression du budget d'investissement et générer des résultats dont la pertinence et l'impact ne sont plus à démontrer surtout en ce qui concerne l'amélioration progressive des revenus de nos vaillants et laborieux producteurs familiaux.

Le PNIASA porté par le Gouvernement a, dans sa mise en œuvre, reçu l'appui inestimable et diversifié de nos partenaires techniques et financiers que je voudrais encore remercier ici. Permettez que je cite, particulièrement mais sans aucune prétention, la Banque mondiale qui **a contribué avec** 37 millions de dollars US sous forme de don **au financement du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA), lequel projet** clôturé récemment en juin 2017 a reçu une enveloppe additionnelle de 20 millions de dollars US accordée par la Banque mondiale pour poursuivre l'appui à la mise en œuvre du PNIASA. Nous n'oublions pas non dans ce registre, la CEDEAO pour ses orientations et appuis, multiformes et constants.

**Mesdames et messieurs,  
Chers participants,**

Malgré les performances du PNIASA, les résultats n'ont pas permis d'entretenir une dynamique soutenue et durable capable de booster la croissance économique du pays. En effet, l'objectif majeur dans la mise en œuvre du PNIASA est de parvenir en 2025 à un taux de croissance annuel moyen agricole de 10% du PIB soutenu sur une période de dix ans, d'améliorer la balance commerciale agricole de 25%, de doubler le revenu moyen des

ménages agricoles, de contribuer à la réduction de la malnutrition à travers la lutte contre l'insécurité alimentaire et de réduire sensiblement le taux de pauvreté en milieu rural à 27% (la moyenne nationale de prévalence de la pauvreté rurale étant estimée à 55,1% en 2015).

En tirant les leçons de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA 2010 – 2015), la stratégie actuelle du PNIASAN (2017-2026) reposera, quant à elle, sur la mise en œuvre d'instruments financiers, techniques et réglementaires, visant à inciter les acteurs publics et privés à joindre les efforts pour valoriser les potentialités environnementales, économiques et sociales du Togo.

Cette nouvelle politique repose, entre autres, sur le développement des agropoles. Il s'agit de promouvoir, dans le secteur agricole, des zones où se développent des d'activités en rapport avec l'agriculture notamment, les écoles, les centres de santé, les marchés, les magasins, les industries, les centres de loisirs avec, en support, des infrastructures socio-collectives de base (pistes rurales, énergie électrique, eau potable, etc.). C'est une approche bien intégrée qui consiste à donner aux paysans ainsi qu'à d'autres acteurs impliqués dans la chaîne, l'opportunité et la capacité à produire davantage, à transformer, à vendre, à exporter et à créer ainsi de la richesse dans l'intérêt de toutes nos laborieuses populations.

L'objectif assigné au secteur agricole voudrait qu'il prenne toute sa part dans l'émergence du Togo et qu'il contribue, en valorisant au mieux ses atouts et ses potentialités, à l'accélération de la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations tout en assurant l'inclusion sociale et le respect de l'environnement.

**Mesdames et messieurs,  
Chers participants,**

Le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) dont nous procédons, ce jour, à la validation, constitue l'outil clé d'opérationnalisation de la politique agricole pour la période 2017-2026 et identifie, comme stratégie majeure de mise en œuvre, le développement des agropoles basé sur l'implémentation de mesures incitatives indispensables à la construction de chaînes de valeurs dans une dynamique d'agrégation des petits producteurs.

En relation avec les ambitions projetées, le PNIASAN entraîne des besoins de financements importants que l'Etat ne saurait, à lui seul, couvrir. Cet atelier qui doit valider le plan d'investissement agricole sur la période 2017-2026 constitue une opportunité aux acteurs du monde rural de dire leurs mots dans la politique de développement en l'occurrence l'accès des ruraux aux services financiers et aux marchés. Je voudrais à cet instant saluer l'Accord sur le visa textile signé dans le cadre de l'AGOA, entre le Togo et nos partenaires américains au mois d'août dernier.



La stratégie de financement conçue et contenu dans le projet qui fera l'objet de vos réflexions porte sur deux principes :

- mobiliser des ressources nationales pour financer les biens et services publics dans la recherche, la formation et les infrastructures.
- recourir, dans les autres domaines d'intervention, à des financements privés dans une dynamique de partenariat public-privé (PPP).

C'est pour toutes ces raisons que le Chef de l'Etat voue au secteur agricole un intérêt particulier en multipliant des initiatives en sa faveur. Outre, l'initiative **AGRISEF** (Accès des Agriculteurs aux Services Financiers) le programme des agropoles avec l'appui de la BAD, les récentes initiatives en date restent le lancement des travaux de création de la ferme agricole moderne égypto-togolaise de Lama-Tessi dans la préfecture de Tchaoudjo ainsi que la pose de la première pierre de l'Institut de Formation pour l'Agro Développement (IFAD) qu'il a présidée le 02 décembre dernier à Elavagnon dans la préfecture de l'Est-Mono ; ceci dans le cadre de la rénovation des filières de formation de l'enseignement technique et de la promotion de l'agriculture dans notre pays.

Afin de garantir une réalisation optimale des objectifs stratégiques visés, il est indispensable d'appliquer judicieusement la loi d'orientation agricole, de garantir la disponibilité de financements en quantité suffisante et inscrire

dans la durée l'organisation intersectorielle autour de l'activité agricole.

Le gouvernement, dans son devoir d'accompagnement du secteur agricole, réitère, par ma voix, son ferme engagement pour la mobilisation du financement nécessaire à la mise en œuvre du PNIASAN en vue d'obtenir les résultats escomptés.

**Mesdames et messieurs,  
Chers participants,**

Les objectifs visés par la présente cérémonie de validation qui sont des solutions simples, pragmatiques et efficaces répondent parfaitement à la dynamique insufflée depuis un moment au secteur agricole par le gouvernement avec pour point d'orgue, l'adoption d'un document de programme d'investissement cohérent, inclusif et surtout opérationnel.

Il s'agit notamment:

- dans un premier temps, d'analyser la pertinence et l'opérationnalité **des axes proposés** ainsi que les modalités de mise en œuvre des différentes mesures envisagées. Ces axes qui sont au nombre de quatre (04) se déclinent comme suit :
  - a- amélioration de l'organisation de l'espace agricole et des chaînes de valeurs agricoles ;
  - b- amélioration de la productivité, de la production des filières agricoles et la valorisation des produits ;

c- amélioration de la résilience, l'alimentation des populations rurales et l'inclusion genre ;

d- amélioration de la gouvernance du secteur.

- dans un second temps, d'identifier d'autres options et actions à entreprendre tout en veillant à leurs mises en œuvre.

Je voudrais vous exhorter à une implication active durant les deux jours de travaux, en vue d'enrichir au mieux et de vous approprier ce programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Je sais pouvoir compter sur la qualité de vos réflexions et reste convaincu que le présent atelier pourra proposer des solutions innovantes et des mécanismes performants pour financer efficacement notre agriculture.

En souhaitant pleins succès à vos travaux, je déclare ouvert l'atelier national de validation du Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN).

***Je vous remercie.***